

# Œuvres complètes. Tome III: Écrits et discours politiques, vol. 3 [Alexis de Tocqueville]

Autor(en): **Aguet, Jean-Pierre**

Objektyp: **BookReview**

Zeitschrift: **Schweizerische Zeitschrift für Geschichte = Revue suisse d'histoire = Rivista storica svizzera**

Band (Jahr): **41 (1991)**

Heft 4

PDF erstellt am: **26.09.2024**

## **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern. Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

## **Haftungsausschluss**

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

tung der Arbeitsprozesse auf ihren Betrieben noch weitgehend autonom vornehmen zu können.

Weil weder die Wirtschaftsweise des traditionellen Familienbetriebs noch der heutige Einmannbetrieb in der Landwirtschaft nach den Prinzipien eines kapitalistischen Unternehmens funktioniert, trauern die Bauern auch nicht diesem fiktiven Unternehmerstatus nach. Bedrängt fühlen sie sich vielmehr vom Verlust ihrer Funktion als Nahrungsmittelproduzenten. Die seit Mitte der sechziger Jahre stattfindende Umwandlung zum Landschaftsgärtner empfanden die Küssnacher Bauern zu Beginn der achtziger Jahre, als die Interviews geführt wurden, eindeutig als negativ. Sie wollten die Nahrungsmittelproduktion nicht einschränken, um der Freizeitgesellschaft die Landschaft als Konsumobjekt zur Verfügung zu stellen und instandzuhalten. Die Bauern sahen nicht ein, weshalb sie ihre traditionelle, von ihnen als sinnvoll empfundene Funktion aufgeben sollten, um den «reichen Herren (...) den Seich (zu) putzen um ihren Park herum» (S. 459). Der Transformation «vom Produktions- zum Dienstleistungssektor stehen die Küssnacher Bauern mentalitätsmässig abwehrend, aber ratlos gegenüber», schreibt Herrmann (S. 491).

Wie sich die Bauern in der Praxis den neuen Herausforderungen gegenüber tatsächlich verhalten werden, ist auch heute, zehn Jahre nach dieser Erhebung, immer noch weitgehend offen. Wer die Antworten der Küssnacher Betriebsleiter sorgfältig liest, wird aber merken, dass dabei wohl nicht zuletzt die – von Herrmann leider nicht als eigenständige Kategorie befragten – Bäuerinnen eine wichtige Rolle spielen werden.

*Oberbalm/Bern*

*Peter Moser*

## ALLGEMEINE GESCHICHTE – HISTOIRE GÉNÉRALE

ALEXIS DE TOCQUEVILLE, *Œuvres complètes*. Tome III: *Ecrits et discours politiques*, vol. 3. Introduit, établi et annoté par ANDRÉ JARDIN. Paris, Gallimard, 1990. 490 p., ISBN 2-07-071944-8.

«Peut-on attendre bientôt, établi aussi précisément, le dossier de l'activité de l'homme politique Tocqueville sous la II<sup>e</sup> République?» Ce vœu, exprimé en 1988 (cf. RSH, vol. 38, 1988, p. 69) se trouve aujourd'hui pleinement réalisé. Etablis et annotés par A. Jardin, la chronologie commandant l'organisation de la publication, on trouvera ici des textes sans doute connus, mais aussi nombre de notes préparatoires et d'esquisses, inédits retrouvés dans les archives personnelles conservées de Tocqueville.

Textes assez peu significatifs du candidat à la députation, en 1848 à la Constituante, à la Législative en 1849, reconnu notable et non «seigneur» dans son département. Textes illustrant le travail du député expérimenté, qui, s'il intervint une vingtaine de fois dans le débat et rédigea des textes de travail, notamment la première version du préambule de la constitution, à la commission de la Constitution – dont les procès-verbaux (A.N.: C 918) se trouvent heureusement publiés intégralement contre l'avis même de Tocqueville qui les trouvait mal établis et rendant compte d'un débat peu fécond et «misérable», mais permettent une meilleure «situation» de ses propos – ne monta que deux fois à la tribune de la Chambre, il est vrai, traitant de questions importantes.

Textes éclairant avant tout l'aspect parlementaire du travail d'un ministre des affaires étrangères qui n'intervint qu'en réponse à des interpellations ou pour défendre

des projets de loi: on le retrouve ainsi ponctuellement, expliquant la position française du moment, telle qu'elle pouvait être indiquée publiquement, soit dans l'imbroglio de la restauration, qui ne put se faire libérale, de l'Etat pontifical, soit face aux questions allemandes ou à propos de la vieille affaire du Rio de la Plata. Textes de la fin de la carrière politique, interrompue plus d'un an en 1850 et 1851 par la maladie: essentiellement des textes se rapportant à l'éventuelle révision de la constitution, et, sous la forme d'une note à l'usage du comte de Chambord, recommandant le recours à une solution de monarchie constitutionnelle et représentative, l'adieu à la vie publique.

Dans cet ensemble se trouvent inscrites, outre la reprise de notions demeurées constantes dans la pensée politique de Tocqueville, des réflexions et observations qui, l'événement y obligeant, se polarisent sur deux ordres de problèmes: ceux liés à la recherche d'une organisation équilibrée pour une république acceptée et ceux naissant de la situation, réelle ou souhaitable, de la France dans le système des relations internationales d'une période troublée. Que Tocqueville se préoccupe de la question de l'articulation de la centralisation et des libertés locales nécessaires, du bicaméralisme avec une seconde Chambre qui n'a plus à être aristocratique, mais devrait constituer un tempérament indispensable à «l'étourderie législative» d'un «corps unique»; de la nature et de l'extension d'un pouvoir exécutif prenant la forme nouvelle d'une présidence de république et sur les modalités de l'élection présidentielle, on retrouve exprimées quelques données essentielles, à commencer par cette conviction première qu'il y a lieu de tout fonder sur le suffrage universel, dans cette république nouvelle à laquelle il s'est rallié, ce qui explique qu'en mai 1851, il ait mis, au moins momentanément, l'abrogation de la loi du 31 mai 1850 comme préalable à l'acceptation d'une révision de la constitution favorable au prince-président.

A suivre, par cette observation connue, répétée avec insistance, que la Révolution française est encore inachevée, février 1848 constituant dès lors «une phase prévue et nécessaire de la grande révolution démocratique ... que nos pères ont vue commencer et que nous ne verrons pas finir», épisode qui doit être celui de l'établissement d'une république politique et non aller à la république sociale: ici on lit une série de textes qui, au-delà de la critique du socialisme contenue dans le discours sur le droit au travail, permettent de saisir, de façon encore lapidaire, comment Tocqueville comprend les socialistes – «tous complimentent, ressèrent, réglementent, enchaînent, pétrissent l'individu» – et définit la notion comme non progressiste et opposée à la charité chrétienne telle qu'on pourrait la transposer en politique. Enfin, dès les premiers travaux constitutionnels, apparaît une inquiétude constante à mesurer non seulement les risques d'une république qui s'établirait sociale, mais aussi ceux liés à la nouvelle fonction présidentielle, l'abus de pouvoir, le coup d'Etat étant très tôt imaginés, d'où le caractère singulier des réflexions de 1851 touchant la révision constitutionnelle.

Du côté des relations internationales, s'il est évident que Tocqueville ne put, en cinq mois de ministère, que tenter de faire face aux circonstances sans parvenir à conduire le jeu, son discours fut cependant fondé sur quelques orientations, aux logiques non forcément conciliables. Sans doute, la préoccupation dominante fut de chercher des solutions dans le sens du maintien de la paix tout en manifestant l'idée bien quarante-huitarde que la France avait à jouer un rôle directeur sinon exemplaire face aux autres nations, rôle qui avait pris une nouvelle allure puisque devenu celui d'une république: si «l'intérêt de développer les principes de liberté dans le monde ... est le premier intérêt de notre politique, ... le meilleur moyen de satisfaire cet intérêt n'est point la force et la guerre. Toutefois, je le reconnais, l'intérêt du *prosélytisme* est le premier».

Lausanne

Jean-Pierre Aguet